

EXTRAIT du REGISTRE des

DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27.01.00 Convocation du 20.01.2000

Compte rendu affiché 1^{er} Février 2000

Président : M. LAFFLY

Secrétaire élue : S. VEYRIER

Réf. : BJ/LDA

Présents :
Objet : ASSURANCE DEFENSE
JURIDIQUE du MAIRE.

Nombre de conseillers	
en exercice :	29
présents	25
votants	28

MM. LAFFLY, MEYER, MIGNOT, Mmes GUERIN,
BOUHEY, MM. POINT, VERGNE, CHATUT et FAURE,
Maires-Adjointes,

Mme CHEZEAUBERNARD, MM. AUROY, DOIZY,
Mmes ROUX, WYMAN, GASTREIN, VEYRIER,
MM. CHATELIER, PIANA, GONDELAUD, FORGET,
RUMEAU, MARCENDE, Mlle MILLET, MM. DUSSUD et
BELIN, Conseillers Municipaux,

Absents représentés : M. DUCRET par M. GONDELAUD - Mme BROSSARD par
Mlle VEYRIER - M. MACHURAT par Mlle MILLET.

Absent excusé : M. DOUCET.

Monsieur l'Adjoint délégué rappelle qu'en application de l'article 11 de la loi 83-634, la Collectivité publique est tenue d'accorder sa protection au fonctionnaire (et au non titulaire) ou à l'ancien fonctionnaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Ces dispositions sont étendues aux Maires et Adjointes qui peuvent s'en prévaloir (décision du Conseil d'Etat du 5 Mai 1971).

Il indique donc qu'à une époque où la responsabilité pénale des élus et des agents territoriaux est de plus en plus recherchée, il a semblé indispensable de faire couvrir les risques encourus par **Monsieur le Maire, es qualité, détenteur de fonctions publiques prévues par les lois et règlements, par la souscription d'une assurance de défense juridique**, qui produise ses effets en matière de :

- défense pénale,
- défense administrative
- défense civile

au moyen de contrats souscrits auprès de la C.F.D.P. (Compagnie Française de Défense et de Protection) **dont le coût global annuel est de 1.500,00 F.**

.../...

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Ouï l'exposé de Monsieur le Maire-Adjoint, et après en avoir délibéré,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi 83-634 du 26.01.1984 relative aux droits et libertés des communes,
- Vu la loi du 16.12.1996 et son article 50,
- Adopte le contrat de protection juridique proposé par la Compagnie Française de Défense et de Protection (CFDP) à intervenir entre la Monsieur le Maire et la CFDP,
- Précise que la garantie est accordée dans les termes définis pour les conditions générales précisées au contrat,
- Dit que la décision prend effet avec l'acquisition par la présente de son caractère exécutoire,
- Adopte le montant de la prime de **1.500,00 F. en année pleine**, soit **1.375,00 F. pour 11 mois**,
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire,
- Précise que la dépense figure à l'article 616 du budget communal.

Ainsi fait et délibéré à NEUVILLE-sur-SAONE, le 27 Janvier 2000

Pour copie conforme,

Le MAIRE ,

Le MAIRE
Signé P. LAFFLY

Délibération certifiée exécutoire

compte-tenu - de la transmission en Préfecture le 22 Février 2000

- de la publication le 23 Février 2000

Fait à NEUVILLE-sur-SAONE, le 22 Février 2000